



UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

ÉCOLE DOCTORALE II : HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE

UMR 8138 IRICE

THÈSE

pour obtenir le grade de DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE

Discipline : Histoire moderne et contemporaine

Présentée et soutenue par :

François ROMON

le : 15 avril 2015

**Les Écoutes radioélectriques et les services
techniques des Transmissions dans la Résistance
française,
1940-1945**

**Le Groupement des contrôles radioélectriques (GCR), le Service
des transmissions nationales (STN) et le « Groupe Romon » du
Service de renseignements (SR) Alliance**

Sous la direction de :

M. Olivier FORCADE, Professeur des Universités, Paris-Sorbonne

Membres du jury :

M. Marc-Olivier BARUCH – Directeur d'études, EHESS, rapporteur

M. Laurent DOUZOU – Professeur des Universités, IEP Lyon, rapporteur

M. Pascal GRISET – Professeur des Universités, Paris-Sorbonne

Mme Christine LEVISSE-TOUZE – Directrice de recherche, Paris-Sorbonne

M. Jean-Paul VARENNE-PAQUET – Général (2S)

Position de Thèse

Objet de la recherche

Notre recherche porte sur la résistance menée par les officiers placés à la tête des trois principaux services techniques des Transmissions de l'Armée de Terre : le Groupement des contrôles radioélectriques (GCR), le Service radioélectrique de Sécurité du Territoire (SRST) et l'ex Section d'Etude des Matériels des Transmissions (SEMT). Cette résistance ne concerne pas des combats, ni des attentats, ni même des sabotages. Il s'agit d'écoutes radioélectriques et téléphoniques des communications de l'occupant allemand au service du renseignement militaire des états-majors alliés, d'établissement de liaisons radioélectriques entre les différents PC de la résistance et ceux des Forces alliées et de développement d'émetteurs-récepteurs pour les réseaux de la résistance intérieure.

Gabriel Romon a eu l'idée, suite à la signature de l'armistice de juin 1940, de la création du GCR : il en est le directeur technique et il a été l'un des animateurs de son activité secrète de renseignement militaire au profit des Forces alliées. Son compagnon d'arme et ami Marien Leschi est le chef du SRST. Paul Labat est le directeur général du GCR et, en même temps, le chef de l'ex SEMT ; il a été, parallèlement, le directeur du Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'État (CSTTE), organisme officiel créé au sein des PTT pour y camoufler les officiers transmetteurs et les opérateurs radio de ces services techniques, engagés dans la résistance, en les transformant en ingénieurs et agents des PTT.

Deux autres officiers supérieurs des transmissions qui ont joué un rôle important dans cette résistance sont Edmond Comboux du 3^{ème} Bureau de l'état-major général de l'armée d'armistice (EMA d'armistice) et André Mesnier de la Direction des Services de l'Armistice (DSA).

Gabriel Romon, Marien Leschi, Paul Labat, Edmond Comboux et André Mesnier sont tous polytechniciens et tous diplômés de la même Section Radioélectricité de l'Ecole

Supérieure d'Electricité (ESE). Ils se connaissaient tous et avaient eu l'occasion de servir ensemble avant la guerre, dans les mêmes services techniques des Transmissions ou les mêmes bureaux d'état-major ou les mêmes unités de sapeurs-télégraphistes. Ils forment un groupe très homogène d'officiers des Transmissions et se sont engagés dans la résistance en même temps, bien que tous à titre purement individuel. Nous avons choisi leur parcours, entre 1940 et 1945 comme fil conducteur de notre recherche.

Gabriel Romon, arrêté par la Gestapo, a été condamné à mort par le *Reichskriegsgerichtsrat* (RKG), le Tribunal de guerre du III^o Reich, et fusillé à Heilbronn (Allemagne) avec 23 autres membres du SR Alliance, le 21 août 1944 ; il avait 39 ans. Arrêté par la Gestapo, Marien Leschi a été déporté à Dora, d'où il a été libéré en mai 1945 ; il a fini sa carrière comme général des Transmissions et directeur général adjoint de la nouvelle Radiodiffusion et Télévision Française (RTF). Arrêté par la police française, Paul Labat a été déporté au camp de Natzweiler et massacré au Struthof avec 106 autres membres du SR Alliance, dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre 1944 ; il avait 44 ans. Edmond Combaux a réussi à gagner Londres en avril 1943 ; il s'est engagé au Bureau Central de Renseignements et d'Action (BCRA) de la France libre où il a été le responsable du Bloc Planning, concepteur des plans de sabotage de la résistance intérieure au moment du débarquement de Normandie ; il a fini sa carrière comme inspecteur général des Transmissions. Arrêté par la Gestapo, André Mesnier a été déporté à Dachau puis au Kommando d'Allach où il est mort de faim et d'épuisement le 20 décembre 1944 ; il avait 42 ans.

Objectif de la recherche

Le 8^{ème} Régiment des Transmissions (8^{ème} RT), dépositaire des traditions de l'arme, s'honore d'être le seul régiment de toutes les armées françaises dont le drapeau porte dans ses plis l'inscription « Résistance, 1940-1944 ». Mais bien que très présente dans la mémoire de leur arme et dans celle de l'École polytechnique, cette résistance des transmetteurs n'est que très peu évoquée par les historiens et toujours comme incidente d'autres actions de résistance, qui sont, elles, bien documentées, le décryptage d'Enigma et la « Source K » en particulier. Cette méconnaissance tient, à notre avis, à

deux raisons principales : premièrement la complexité technique, les modalités particulières de mise en œuvre de cette résistance et, deuxièmement, le fait qu'ayant été initiée par des officiers de l'armée d'armistice, elle a du mal à trouver sa place dans un contexte où la mémoire de la résistance française divise toujours les Français.

Partant de ce constat, l'objectif de notre recherche est de caractériser cette résistance et de l'étudier en profondeur pour enrichir le corpus des cas documentés de la Résistance française et contribuer ainsi à son historiographie.

Problématique de la recherche

La première dimension de la résistance des services techniques des Transmissions que nous examinons est celle de sa genèse : pourquoi et comment ces transmetteurs se sont-ils engagés dans la résistance dès le lendemain de la signature de l'armistice de juin 1940 ?

La deuxième dimension est celle des modalités d'action et de la mise en œuvre de cette résistance : qu'ont fait concrètement les transmetteurs pour résister ? Comment se sont-ils organisés dans le secret puis dans la clandestinité ?

La troisième dimension de notre recherche est l'impact de cette résistance : quelle a été sa contribution effective à la libération du territoire et à la victoire finale ? Quel rôle a-t-elle joué dans la reconstitution des moyens français de guerre électronique et dans le redémarrage de l'industrie radioélectrique française à la Libération ?

En conclusion, nous abordons la question des valeurs que peut porter cette résistance : dans quelle mesure cet engagement des officiers et des opérateurs radio des services techniques des Transmissions peut-il servir de guide aux générations futures ?

Méthode de la recherche

Nous avons choisi une démarche syncrétique mêlant les biographies de ces officiers transmetteurs et de ces opérateurs radio entrés en résistance avec les monographies que nous avons établies des organisations qu'ils ont créées, des activités

secrètes puis clandestines qu'ils ont menées et de la répression systématique et féroce qu'ils ont subie.

La particularité de notre recherche réside dans la variété des sources utilisées et dans l'importance relative des sources privées, en particulier les archives privées de la famille Romon mais aussi, du fait de notre filiation avec le lieutenant-colonel Romon, d'autres archives privées qui, sans notre sollicitation, n'auraient sans doute jamais été mises au jour. Parmi les onze anciens du GCR que nous avons pu retrouver, six nous ont également apporté un témoignage oral qui a permis de documenter significativement notre recherche.

Concernant les archives publiques c'est au Département de l'armée de Terre du SHD que nous avons trouvé le plus grand nombre de documents pertinents. Les Archives nationales ainsi que des archives municipales et départementales concernées par le parcours des transmetteurs résistants contiennent des dossiers qui complètent pour notre recherche ceux du SHD. Les archives allemandes que nous avons également pu consulter sont particulièrement riches, notamment celles du *Reichskriegsgerichtsrat* (RKG), le Tribunal de guerre du III^e Reich, dont une partie est conservée par les archives de l'armée tchèque à Prague.

Principaux résultats acquis

L'exposé que nous faisons ici des résultats auxquels nous sommes parvenu suit un déroulement chronologique parce qu'il est consubstantiel à notre thèse : la résistance de ce groupe d'officiers transmetteurs des services techniques et de leurs opérateurs radio a été continue, elle s'est adaptée aux changements du contexte de l'occupation allemande et au déroulement de la Seconde Guerre mondiale mais elle a toujours poursuivi les mêmes objectifs, elle a toujours porté sur le renseignement et le commandement militaires et elle a toujours utilisé pour cela les mêmes techniques, propres aux transmissions.

Nous présentons nos travaux en trois périodes que nous complétons par un bilan sur l'ensemble des activités de la résistance étudiée.

Première période. Les Transmissions dans la guerre, septembre 1939 – juin 1940

Avec le développement des nouvelles techniques de la radioélectricité, les transmetteurs ne sont plus seulement en charge des liaisons de commandement mais aussi du renseignement militaire, à partir de l'interception du trafic radio de l'ennemi. Les transmissions françaises n'étaient pas du tout au rendez-vous de la guerre éclair imposée par la Wehrmacht en mai-juin 1940, laquelle s'est, justement, appuyée sur des transmissions très développées. Après le choc de la défaite, les officiers transmetteurs prennent acte de la signature de l'armistice – ils ne la discutent pas – mais décident de continuer le combat contre l'envahisseur allemand, là où ils sont, en poste au sein de l'armée d'armistice, dans la zone sud dite « libre », sous le régime de Vichy, mais sans adhérer en rien à son idéologie et sans se mêler de la politique qu'il met en œuvre. Leur motivation est simplement patriotique. Ils n'éprouvent pas le besoin de rejoindre l'Afrique Française du Nord (AFN) et n'envisagent pas un instant de rejoindre la France libre de de Gaulle à Londres.

Deuxième période. La préparation secrète de la reprise du combat contre l'envahisseur, juin 1940 – novembre 1942

Les officiers transmetteurs font preuve d'une grande inventivité organisationnelle pour mettre en place des structures telles que le GCR, le Comité de Coordination des Transmissions Impériales (CCTI) et, surtout, le Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'État (CSTTE). Ces organismes créés de toutes pièces après la signature de l'armistice de juin 1940 sont acceptés par l'occupant, sous couvert de servir l'information du gouvernement de Vichy, le développement des liaisons avec l'Empire colonial et la recherche technique au sein des PTT. Mais nous montrons aussi qu'ils ont été montés et utilisés pour servir de couverture aux actions secrètes de résistance des transmetteurs.

Dès cette première période, jusqu'à novembre 1942, un véritable réseau de résistance s'est peu à peu constitué reliant les activités de résistance des transmetteurs au sein de ces différents organismes. Nous qualifions leurs actions d'alors de résistance « latente ».

Troisième période. Les transmetteurs de l'ombre, novembre 1942 – mai 1944

Avec le débarquement allié en AFN (opération « Torch ») et ses suites, le retour de l'armée d'Afrique dans la guerre aux côtés des Alliés, la dissolution de l'armée d'armistice, l'invasion de la zone sud par la Wehrmacht, les masques sont tombés. Pour certains militaires c'est la prise de conscience que toute résistance est vouée à l'échec si elle reste dans le cadre de l'État français de Pétain.

En AFN, les transmetteurs résistants reprennent le combat au grand jour. En métropole, ils choisissent tous la clandestinité en restant dans la France maintenant entièrement occupée, après quelques mois d'incertitude du fait que, contrairement aux autres militaires de l'armée d'armistice, ils bénéficiaient déjà d'une couverture civile au sein des PTT. Marien Leschi rejoint l'ORA, Paul Labat le réseau Nap-PTT (Noyautage des administrations publiques) et le réseau Kléber. Gabriel Romon, engagé également dans le réseau Nap PTT, fonde un réseau entièrement clandestin, le Service des Transmissions nationales (STN), sous l'égide de Nap-PTT et de l'Armée secrète. Il intègre ensuite le STN dans le réseau Alliance, où il prend le nom de « Groupe Romon ».

Les coups portés par la Gestapo aux transmetteurs résistants, à partir du printemps 1943, sont terribles. Les services techniques sont pratiquement tous décapités ; leurs chefs sont arrêtés, le plus souvent sur dénonciations, avec l'aide très efficace de la Milice, sans que le gouvernement de Pétain ne fasse même semblant de vouloir s'opposer aux arrestations décidées par l'occupant.

Bilan. L'histoire terrible et exemplaire de la résistance des services techniques des Transmissions, 1940-1945.

Faute de sources authentifiées et de moyens d'évaluation fiables, malgré la masse impressionnante de témoignages disponibles affirmant que leur rôle a été très important, nous ne pouvons pas, dans l'état actuel de nos recherches, mesurer l'impact de cette résistance des transmetteurs sur les opérations militaires alliées et déterminer sa contribution concrète à la victoire finale.

Sur le plan technologique, par contre, l'héritage de cette résistance est suffisamment documenté. C'est bien la volonté des transmetteurs, jamais démentie, de préserver le savoir-faire français en matière de radioélectricité et de télécommunications, en dépit

des risques pris sous l'Occupation, qui a permis à l'industrie électronique française de se remettre rapidement à niveau après la guerre. Le développement très rapide du GCR à la Libération, la reprise par le pouvoir gaulliste, sans la moindre hésitation, des créations de ces résistants, telles l'arme des Transmissions, le Centre national d'Etudes des télécommunications (CNET) et le CCTI, pourtant réalisées sous le régime de Vichy, en sont de bonnes illustrations.

L'histoire de la Résistance française est toujours, aujourd'hui, en débat, non seulement sur l'interprétation des actions et le sens des engagements des résistants mais aussi sur la réalité même des faits. C'est le cas, par exemple, pour le décryptage d'Enigma, action capitale pour les Alliés : les anciens de l'IS britannique passent complètement sous silence dans leurs mémoires d'après-guerre, tels qu'ils ont en tous cas été officiellement autorisés à les publier, la contribution des services de renseignement polonais et français aux travaux britanniques en ce domaine.

Débats en cours et perspectives de recherches futures

La question des valeurs que les transmetteurs peuvent nous léguer par l'exemplarité de leur engagement dans la résistance est difficile : nous devons la laisser ouverte dans le cadre de cette recherche. La résistance de 1940 à 1944 est toujours d'actualité, 70 ans après, en France. Le nombre d'œuvres artistiques (films, romans, séries télévisuelles), de documentaires, d'essais et d'études qui lui sont consacrés est considérable et de plus en plus important. Mais on observe aussi que la Résistance française n'en finit pas d'envahir le champ politique, depuis la guerre d'Algérie jusqu'à la crise économique d'aujourd'hui et on ne peut que constater alors qu'il n'y a pas dans l'opinion publique française une mais plusieurs résistances. Chacun évoque la résistance qui correspond à ses convictions ou qui sert ses objectifs : malheureusement, encore aujourd'hui, en 2015, la mémoire de la Résistance divise plus qu'elle ne réunit les Français.

Cet exposé n'est qu'une étape de notre recherche. Si, avec le temps qui passe, nous ne pouvons malheureusement plus espérer retrouver encore d'autres témoins de cette période 1940-1945, il est clair que nombre d'archives privées sont encore dans les

familles, qui n'ont jamais été publiées. Nous ne désespérons pas, par ailleurs, de voir s'ouvrir un jour aux chercheurs les archives des services secrets britanniques.

Les pistes de recherche en histoire qu'il conviendrait de suivre à l'avenir sont, à notre avis, de deux types, assez différents. Il faudrait, premièrement, approfondir un travail épistémologique et méthodologique sur la façon dont on peut faire l'histoire de cet objet, très spécifique, qu'est la Résistance française, d'une manière rigoureuse et, si possible, apaisée. Il serait utile, deuxièmement, d'explorer l'histoire d'autres catégories de Français soumis à cette occupation et entrés en résistance, dont on ignore encore, à l'instar des transmetteurs des services techniques, quelle part précise ils ont pris dans le dur combat souterrain qui a finalement conduit la France à la Libération et à la Victoire.